



FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS

TRACT AUX CHEMINOTS

Montreuil, le 20 octobre 2017

URGENCE SANITAIRE ET SOCIALE**MORTS SUR ORDONNANCES**

La situation sanitaire et sociale des cheminots du GPF ne cesse de se dégrader face au plan social de grande ampleur que la Direction déroule méthodiquement.

Tous les métiers, fonctions et collèges sont touchés par les restructurations, les destructions d'emplois, et l'injonction en faveur d'une productivité à outrance qui se traduit par une dégradation sans précédent des conditions de travail.

Les suicides ou tentatives de suicide, les « burn-out », les arrêts maladie de longue durée et les accidents du travail parfois mortels se multiplient.

La CGT refuse de banaliser ces évènements insupportables !

Ces dernières semaines, tous les indicateurs sont passés au rouge écarlate ! Les suicides ou tentatives de suicide se sont multipliés (8 en deux mois !). Si les causes de ces drames sont parfois multiples, comment ne pas s'interroger sur le lien avec le quotidien des cheminots sur leur lieu de travail ?

Déjà en avril dernier, un courrier unitaire avait été adressé à M. AMBROSINI (DRH du Groupe Public Ferroviaire) l'alertant de la situation, suivi d'une DCI en juin dernier.

Quelles réponses a apporté la Direction ? Aucune ! Elle a refusé la Table Ronde pour ne pas reconnaître qu'il y avait un problème. Et elle s'est contentée d'annoncer la création d'une commission du CNHSCCT sur les risques psychosociaux. Comme si ergoter sans fin sur les « causes multiples » ou les « situations personnelles complexes » des cheminots pouvait améliorer la situation.

La CGT regrette que les 3 autres organisations syndicales aient validé cette mascarade. 6 mois plus tard, nous sommes revenus à la case départ et le bilan s'alourdit !

La vérité, c'est que la Direction organise partout un véritable PLAN SOCIAL.

Comme à France Télécom, elle compte sur la peur de voir son poste supprimé pour imposer aux cheminots un ensemble de régressions sociales inqualifiables. Et si cela ne suffit pas, elle réprime féroce.

Ça suffit !

La CGT exige l'ouverture de véritables négociations par l'organisation de la Table Ronde demandée en avril.

Nous exigeons des mesures concrètes et palpables dans le quotidien des cheminots au lieu de « discussions de salon » sur l'évaluation de la politique RPS dans différentes entreprises, ou encore de se doter d'indicateurs pour mesurer l'ampleur de la catastrophe...

Les conditions de travail se détériorent et la sécurité se délite. Des accidents graves surviennent et des cheminots sont gravement blessés ou tués. C'est pourquoi, la CGT exige un véritable plan d'urgence :

- L'arrêt des restructurations en cours ;
- Un retour d'expérience partagé sur les EIM et l'arrêt du détachement des cheminots dans ces structures et leur maintien dans leur établissement d'origine le temps que leur reclassement soit assuré ;
- Le renforcement des prérogatives des CHSCT sur les cas de souffrance au travail et le retour à des périmètres géographiques de proximité pour ces instances de manière à ce que les cheminots en détresse puissent interpeller leurs représentants ;
- Un retour d'expérience partagé sur le rôle et le fonctionnement de l'éthique ;
- L'arrêt des sanctions disciplinaires comme outil de management, notamment les révocations et l'abrogation des modifications du fonctionnement des conseils de discipline, décidées unilatéralement par la Direction.

Une DCI va être déposée par la CGT sur ces sujets.

